



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

15 décembre 2015

Le débat sur la Loi de finances initiale 2016 a commencé, hier, à l'Assemblée nationale. La réunion à huis clos entre les députés et Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du Budget, a accaparé l'attention de la majeure partie des quotidiens. Les députés menacent, en effet, de boycotter le projet de loi. Toujours sur le plan politique, la décision du Conseil d'Etat relative à la destitution de 14 maires commence à animer le débat public.

Processus électoral

CONSEIL D'ETAT : DES ERREURS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS EVOQUEES

Suite aux recours déposés après la proclamation de la décision des Tribunaux administratifs lors des élections communales, le Conseil d'Etat a décidé de destituer 14 maires. « Le nombre trop élevé des dossiers traités par le Tribunal administratif durant la période limitée a sans doute causé des erreurs involontaires de la part des juges. Ce sont ces erreurs que le Conseil d'Etat a pu rattraper », avance Benjamin Rakotomandimby, Commissaire général de la loi et porte-parole du Conseil d'Etat, pour expliquer cette décision. Cinq maires de la région Vakinankaratra, quatre du district de Betroka, deux du district de Taolagnaro et quelques maires des districts de Belo-sur-Mer et d'Antsiranana II sont concernés. Tous ces élus ont déjà pourtant commencé à assumer leur fonction depuis près de deux mois. La décision a déjà été transmise à la Commission électorale nationale indépendante étant donné que celle-ci est à pied d'œuvre pour finaliser la liste électorale. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.3 ; Les Nouvelles, p.3)

- « Nous avons été victimes d'un coup politique (...) Le droit à la défense a été complètement bafoué », déplore Lanto Razafimahatratra, l'un des maires destitués. Joint au téléphone par L'Express de Madagascar, l'ex Maire de Manambaro affirme ne pas avoir été notifié de l'existence d'une procédure de recours. (p.3)
- Pour Madagascar Matin, cette décision du Conseil d'Etat signifie que « le régime est prêt à tout pour s'assurer du contrôle des institutions législatives ». Le quotidien rapporte qu'elle a suscité la colère des électeurs dans la commune d'Ambohibary, à Antsirabe II. La population est descendue dans la rue pour manifester son mécontentement. « Cette vague de destitutions ne peut qu'accélérer l'explosion sociale et accroître l'instabilité » avance le journal, alarmiste. (p.3)
- La Vérité y voit une forme de manœuvre commanditée par le parti présidentiel pour mieux occuper le terrain à l'approche des élections sénatoriales. Qui plus est, le quotidien trouve suspect l'acharnement du ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement, Rivo Rakotovo, à vouloir organiser les sénatoriales à tout prix. (p.2)

Politique interne

EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2016

Le projet de Loi de Finances initiale 2016 sera soumis au vote des députés, ce jour. Hier, Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du Budget, est venu rencontrer les députés, à huis clos. Insatisfaits de ce face-à-face, les parlementaires ont décidé d'envoyer une délégation à Iavoloha, pour tenter de convaincre le Président de la République à apporter des amendements au projet de Loi de finances initiale 2016. Les députés réclament la hausse du budget de l'Assemblée nationale, la gestion des 200 millions d'Ariary alloué par le Fonds de développement local par district, ainsi que des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



véhicules 4x4. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.2 et 3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Madagascar Matin, p.3 ; La Vérité, p.2 ; La Gazette de la Grande île, p.5)

- *“A la lecture du projet de loi, nous pouvons dire qu’il n’y a pas assez de budget d’investissement mais uniquement de fonctionnement », a indiqué le député Jean Brunelle Razafintsiandraofa, joint au téléphone, hier, par Les Nouvelles. D’après lui, le budget de certains ministères devrait être revu à la hausse, à l’instar de celui des Travaux publics. « Les députés n’accepteront jamais d’apporter leur vote si aucun amendement n’est apporté sur ce texte », a-t-il soutenu. (p.2)*
- *Pour Midi Madagasikara, la rencontre à Iavoloha constitue « la réunion de la dernière chance » avant que Tsimbazaza ne boycotte le projet de Loi de finances initiale 2016. Le quotidien se demande cependant si le Président de la République acceptera de recevoir la délégation menée par Jean Max Rakotomamonjy, président de l’Assemblée nationale, compte-tenu du fait que la Constitution interdit au Chef de l’Etat de rencontrer les parlementaires. (p.2)*
- *La Gazette de la Grande île a relevé des incohérences dans le projet de Loi de Finances initiale 2016. Le quotidien pointe du doigt le « boom » du budget de la Présidence de la République alors que la majeure partie des projets est déjà confiée au ministère d’Etat en charge des Projets présidentiels, de l’Aménagement du territoire et de l’Equipement. Il est étonné du faible budget alloué à la jeunesse alors que les jeunes sont majoritaires dans la composition démographique. Dans la même lignée, le journal estime que les secteurs de la santé, de l’agriculture, de l’éducation et de l’environnement doivent être priorités. (p.9)*

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : 3 200 PERSONNES ATTENDUES A ANTANANARIVO

Le prochain Sommet de la francophonie se tiendra dans la capitale, du 15 au 20 novembre 2016, avec comme thème « Croissance partagée et développement responsable, les conditions de la stabilité du monde et de l’espace francophone ». Cet événement mondial verra la participation de 3 200 personnes issues de 80 pays et mobilisera 6 000 personnes. « Nous attendons de ce Sommet, rien qu’au niveau de la préparation, un transfert de savoir-faire et de technologie », précise Hugues Ratsiferana, président du Conseil National d’Orientation pour le Sommet de la francophonie. L’aménagement de plusieurs infrastructures figure également au programme, pour ne citer que la construction d’un village d’accueil des visiteurs, l’extension de l’aéroport international d’Ivato et l’ouverture de nouveaux axes routiers. A moins d’un an de la tenue de l’événement, le retard pris dans la réalisation de ces grands travaux suscite beaucoup d’inquiétudes. Le président du CNO reconnaît qu’il reste beaucoup à faire mais rassure, cependant, que « le chronogramme est respecté ». (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.3)

- *Le ministre d’Etat en charge des Projets présidentiels, de l’Aménagement du Territoire et de l’Equipement, Rivo Rakotovao, a assuré que l’aéroport d’Ivato sera prêt au mois d’octobre 2016. Il fait référence à la réalisation de la première partie des travaux s’étalant sur 3 500 m². En effet, selon ses propos, l’extension ne sera réellement achevée qu’en 2018. (Madagascar Matin, p.2)*

COMMUNE DE TOAMASINA : CERTAINS EMPLOYES MENACENT DE POURSUIVRE LA GREVE

Après avoir connu une accalmie depuis la fin de la semaine dernière, la tension est remontée d’un cran dans la Ville du Grand port, hier. Alors que le maire affirme avoir déjà commencé à s’acquitter des arriérés de salaire des employés, certains de ces derniers affirment ne pas avoir reçu leur part. Selon certains témoignages, seuls les proches du premier magistrat de la ville ont pu toucher leurs



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



dus. Ainsi, une partie du personnel menace de poursuivre la grève à partir d'aujourd'hui. Pour rappel, le règlement des arriérés, qui remontent au temps du prédécesseur du Maire, est à l'origine du différend entre lui et le personnel de la Commune. Ce dernier a décidé de faire une grève générale depuis plusieurs mois pour réclamer le paiement des salaires, mais le Maire affirme ne pas avoir les moyens financiers disponibles. Le bras de fer s'est soldé par des affrontements récurrents entre les grévistes et les partisans de l'élu. (**L'Express de Madagascar, p.5**)

- “Le calme est revenu à Toamasina” soutient **Madagascar Matin**, en se référant à l'ambiance festive dans la Ville du Grand port, dimanche dernier, lors de la remise de dons constitué de 5 bœufs, faite par le leader du groupement MAPAR Andry Rajoelina à la population. Le quotidien accuse les partisans du parti au pouvoir HVM, d'avoir voulu à tout prix destituer le maire nouvellement élu, Elysée Ratsiraka. Selon le journal, le ministre de l'Industrie aurait même demandé le remplacement du maire par un Président de délégation spéciale lors du dernier conseil des ministres. (**p.3**)

EVOLUTION DE LA REVENDICATION DES ÎLES EPARSEES

Le comité qui regroupe les chefs de file du mouvement de revendication des îles Eparses s'est réuni, hier, pour discuter de la suite à donner à ses actions, après les événements de samedi. L'idée d'étendre les mobilisations jusque dans les provinces aurait été évoquée à cette occasion. (**L'Express de Madagascar, p.5**) En attendant, la revendication des îles Eparses a été introduite dans l'ordre du jour de l'actuelle deuxième session ordinaire. Les membres du Cercle de réflexion pour l'Avenir de Madagascar (CRAM) et les responsables de L'Emergence Madagascar rencontreront les députés lors de la séance plénière du 18 décembre. (**Madagascar-Laza, p.3**)

DESCENTE DE L'EMMO-REG AU SIEGE DU MAPAR A AMBODIVONA

Midi Madagasikara est le seul à avoir fait référence à l'irruption d'une forte équipe des forces de l'ordre dans l'enceinte de la station radio et télévision Viva à Ambodivona, dimanche soir. Selon les témoins, cinq véhicules de l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région ont tenté de forcer l'entrée. Malgré le blocage des agents de sécurité, un véhicule 4x4 a quand même réussi à pénétrer dans l'enceinte d'Ambodivona en profitant de l'arrivée d'une voiture de Viva TV, qui a ramené des journalistes, de retour d'un reportage. D'après les informations reçues, L'Emmo-reg a effectué cette descente suite à un renseignement indiquant la tenue au siège du Mapar d'une réunion de quelques proches d'Andry Rajoelina avec des officiers supérieurs et des « gros bras ». En effet, les rumeurs circulent sur la préparation d'actes de déstabilisation du régime, voire d'un coup d'Etat. Munis d'aucun mandat de perquisition, les éléments des forces de l'ordre ont fouillé les lieux mais sont rentrés bredouilles. Indigné par ce forçage des forces de l'ordre, le quotidien se demande « s'il est désormais interdit d'organiser une rencontre dans un local, pourtant connu officiellement comme étant le siège d'un parti politique ? » (**p.2**)

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION : UN ATELIER SUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Dans le cadre de la finalisation du document relatif à la stratégie nationale de développement local, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a organisé un atelier technique, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, du 8 au 10 décembre à l'hôtel Ibis d'Ankorondrano. Cette réunion a permis de discuter de l'harmonisation des outils d'appui à la maîtrise d'ouvrage local et à l'intercommunalité. En effet, la maîtrise d'ouvrage local constitue un fondement de la décentralisation. L'intercommunalité, quant à elle, permet une économie d'échelle et une mutualisation des ressources et des fonctions supports. Outre les représentants des ministères, l'atelier a vu la participation des collectivités territoriales décentralisées, des partenaires techniques et des sociétés civiles. (**Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

CONNECTIVITE NUMERIQUE : UN PROJET REGIONAL « SOFT » FINANÇÉ PAR LE 11^{ème} FED

La Commission de l'Océan Indien organise actuellement un atelier sur l'amélioration de la connectivité régionale dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo. L'objectif de cette réunion technique réside dans la formulation du projet régional appelé « Soft » qui devrait bénéficier d'une enveloppe de 1,33 milliard d'Euros du 11^{ème} Fonds Européen de Développement. Les participants, composés de représentants du secteur public et du secteur privé, ont déjà comme outil de travail, l'ébauche d'une note conceptuelle élaborée lors de la dernière réunion du Comité de haut niveau sur le FED. Selon le chargé de mission auprès du Secrétariat général de la COI, Rajmohabeer, cette réunion à Antananarivo vise à s'assurer que le document final considère pleinement les éléments qui marquent les spécificités de la sous-région en matière de TIC. (Midi Madagasikara, p.11)

SECTEUR AERIEN : « L'OPEN SKY » TOTAL, INEVITABLE

Une table ronde sur les transports aériens s'est tenue à Ivato, hier, durant laquelle toutes les parties prenantes du secteur ont pu discuter des goulots d'étranglement qui fait blocage au développement du secteur et examiner les opportunités. Jean Marc Bourreau, consultant et conseiller du ministre des Transports et du Tourisme, Ulrich Andriatiana, a profité de l'occasion pour présenter une ébauche de la stratégie du département en ce qui concerne « l'open sky ». Pour atteindre l'objectif du million de touristes d'ici 2020, il mise sur l'exploitation des proches hubs aériens ainsi que la conquête de nouveaux marchés. La capacité d'Air Madagascar a été au centre des débats et des inquiétudes face à cette ouverture totale du ciel malgache. Beaucoup se sont demandé si la compagnie nationale survivra aux concurrences des géants du transport aérien. Selon le directeur général de l'Aviation civile de Madagascar, un comité de pilotage sera mis en place pour faire la synthèse des travaux. Un plan quadriennal sera ensuite élaboré pour la réalisation de la réforme du secteur aérien. (L'Express de Madagascar, p.7 ; Midi Madagasikara, p.13 ; Madagascar Matin, p.6)

POURSUITE DE LA GREVE DES EMPLOYES DU CROUA

Les employés du Centre Régional des Œuvres Universitaires d'Antananarivo se sont rendus auprès du ministère de l'Enseignement supérieur pour revendiquer le paiement de leur salaire du mois de novembre, hier. Ils ont été reçus par le Directeur administratif et financier, qui n'a malheureusement pas pu proposer de solution. Il a décidé de rejoindre le ministère des Finances et du Budget en compagnie de quelques représentants des employés, dans l'après-midi. Selon les dernières informations, les employés se donnent rendez-vous ce jour à l'esplanade du campus universitaire pour discuter ensemble des mesures à prendre. Ils n'envisagent de reprendre les activités qu'après le paiement de leur salaire. « Les agents de sécurité ont également suspendu leur travail et les étudiants sont exposés à des risques d'insécurité », avance Madagascar Matin, sur un ton alarmiste. Le quotidien aiguise la tension en ajoutant que le sort des employés de la Croua « importe peu aux autorités compétentes ». (p.2)

ENERGIE : L'ELECTRIFICATION RESTE UN DEFI DE TAILLE

Le Forum sur les énergies renouvelables a ouvert ses portes à l'hôtel Carlton d'Anosy, le 14 décembre, sous le thème de « L'énergie renouvelable, durable pour tous ». Horace Gatien, ministre de l'Energie a rappelé dans son discours que 80 % de l'électricité dans la Grande île est produite par les hydrocarbures. Pourtant, le potentiel hydraulique du pays est estimé à 7 800 Mw. En outre, presque toutes les régions du pays ont plus de 2 800 heures d'ensoleillement par an, soit l'équivalent de 1 500

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



à 2 100 Kwh/m²/an. Conscientes de ces potentialités, les autorités malgaches ont adopté une nouvelle politique de l'énergie visant à donner accès à l'électricité à 70% de la population d'ici 2030. Force est de constater, cependant, que malgré cet immense réservoir d'énergies renouvelables dont dispose le pays, la faiblesse du secteur électrique pourrait bien l'empêcher de tirer profit d'un potentiel de croissance. (Les Nouvelles, p.18 ; Tia Tanindrazana, p.4)

- “Il n'y a pas de développement durable sans accès à l'énergie. Chaque pays, en fonction des ressources disponibles doit trouver la bonne combinaison pour se développer tout en émettant le moins de gaz à effet de serre possible”, recommande Mohamed Djelid, Directeur du bureau de l'Unesco de Nairobi, présent à l'ouverture du forum. (Les Nouvelles, p.18)
- **Midi Madagasikara, La Vérité et La Gazette de la Grande île** ont focalisé leur attention sur le projet d'électrification de plusieurs écoles rurales à Madagascar, mis en œuvre par l'Unesco en partenariat avec le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le Développement International (OFID). Plusieurs écoles implantées en milieu rural sont bénéficiaires de cette initiative, qui prouve déjà l'efficacité de l'utilisation de l'énergie renouvelable. (p.12 ; p.4 et p.7)

Format de couverture

Madagascar Matin a décortiqué le Programme de Référence dans un dossier d'une page. Le quotidien a particulièrement focalisé son attention sur les réformes dans les recettes, les dépenses et la lutte contre la corruption. Des efforts ont été déployés par l'Etat pour minimiser les dépenses publiques. A ce sujet, le gouvernement a publié un décret en vue d'améliorer la gestion des entreprises publiques à caractère commercial. Les transferts de dépenses à la compagnie d'eau et d'électricité Jirama ainsi que les subventions aux carburants ont été revues à la baisse. Concernant l'augmentation des recettes, plusieurs mesures ont été prises pour stabiliser les recettes fiscales, pour ne citer que le renforcement des procédures de contrôle aux douanes. Enfin, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie pour combattre la corruption et améliorer la gouvernance. Les autorités prévoient de lancer une évaluation pour déterminer l'efficacité de l'arsenal répressif actuel d'ici fin mars 2016 et pour augmenter de moitié le budget des organismes de lutte contre la corruption à compter de l'année prochaine. (p.4)

Style et déontologie

Les Nouvelles s'est excusé auprès de ses lecteurs d'avoir publié l'article intitulé « Institution : malaise au niveau de l'Exécutif » dans ses colonnes le 14 décembre 2015. Sous couvert de l'anonymat, une source y avait dénoncé les malversations d'un proche d'un membre de l'Exécutif qui selon ses propos, « participe à des réunions secrètes en vue d'accoucher de stratégies pour démonter le Chef de l'Etat de son piédestal ». Après enquête, le quotidien s'est rendu compte que cet article a été commandité par un proche de la Présidence de la République dans le cadre d'un règlement de compte personnel. L'article aurait été plus crédible si les sources avaient assumé leurs propos. Dans ce cas-ci, le journal reconnaît que les propos ne peuvent que rejoindre la liste des accusations gratuites « nauséabondes ». (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



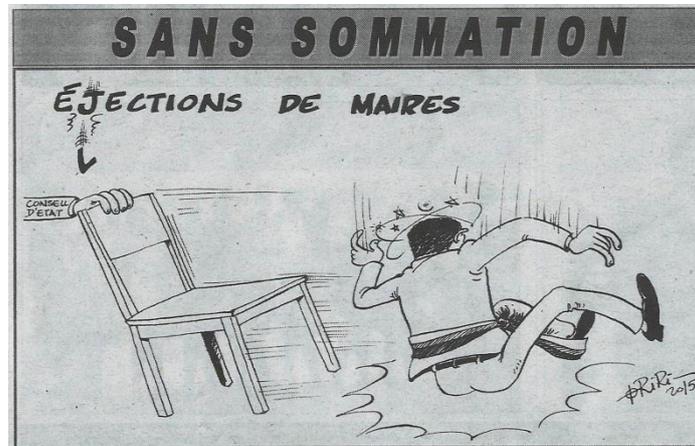


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



La Gazette de la Grande île, p.5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

